



Agro-business et agricultures familiales : les enjeux liés au foncier, à l'emploi et au développement des territoires

Perrine Burnod (OF & Cirad)
Beby Sehen Ranaivobarijaona Andriamanalina (OF)
Heriniaina Rakotomalala (OF)

Journée scientifique et technique – 15 octobre 2014
Semaine de l'agriculture familiale à Madagascar

Focus sur les liens entre agrobusiness (AB) et agricultures familiales (AF)

Les définitions retenues ici:

AB: des entreprises privées (gestion du capital prioritaire, salariés) impliquées dans la production

AF : ménages ruraux (gestion du patrimoine prioritaire, main-d'œuvre familiale et salariée) superficie < 10 ha

Focus

*** sur les AB travaillant sur de grandes superficies (>200 ha)**

*** Liens entre AB et AF et non comparaison entre AB et AF :**

- **Grandes plantations en régie**
- **Agriculture contractuelle**

=> pas d'analyse des contrats de commercialisation

Agrobusiness et modèles d'affaires

- Intérêt renouvelé :
 - des investisseurs – étrangers et nationaux – depuis 2005 pour le secteur agricole ;
 - des bailleurs et projets de développements pour les opérateurs privés ;
 - A Madagascar
 - Nombreuses annonces pour développer des fermes de milliers d'ha. Malgré de nombreux abandons, arrivée continue d'investisseurs ;
 - Expériences plus longues (début années 90) mais tout autant contrastées d'agriculture contractuelle, peu de nouveaux investisseurs ;
- ⇒ Les deux modèles :
- inscrits dans les orientations des politiques (PSAEP) et appuyés par des bailleurs;
 - sources tous 2 de controverses sur leurs effets ;

Objectifs de la communication

- Analyser les impacts de ces différents modèles au niveau des ménages ruraux et des territoires;
- => Ici, focus sur les principaux effets (foncier, emploi, revenus et territoire et non sur pratiques agricoles par exemple..)
- Contribuer aux réflexions sur les outils à promouvoir par les politiques publiques pour lier AB et AF;
- => Méthodologie : basée sur des études de cas et recensement piloté par l'Observatoire du foncier et conduits en partenariat (FAO, Cirad, etc.);



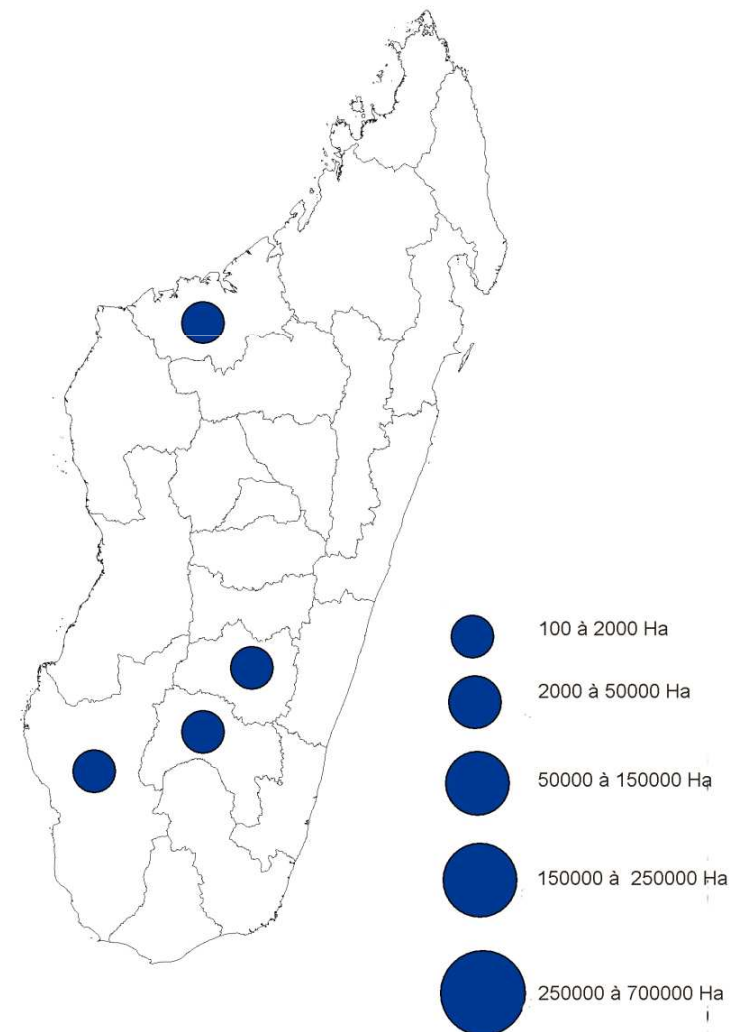
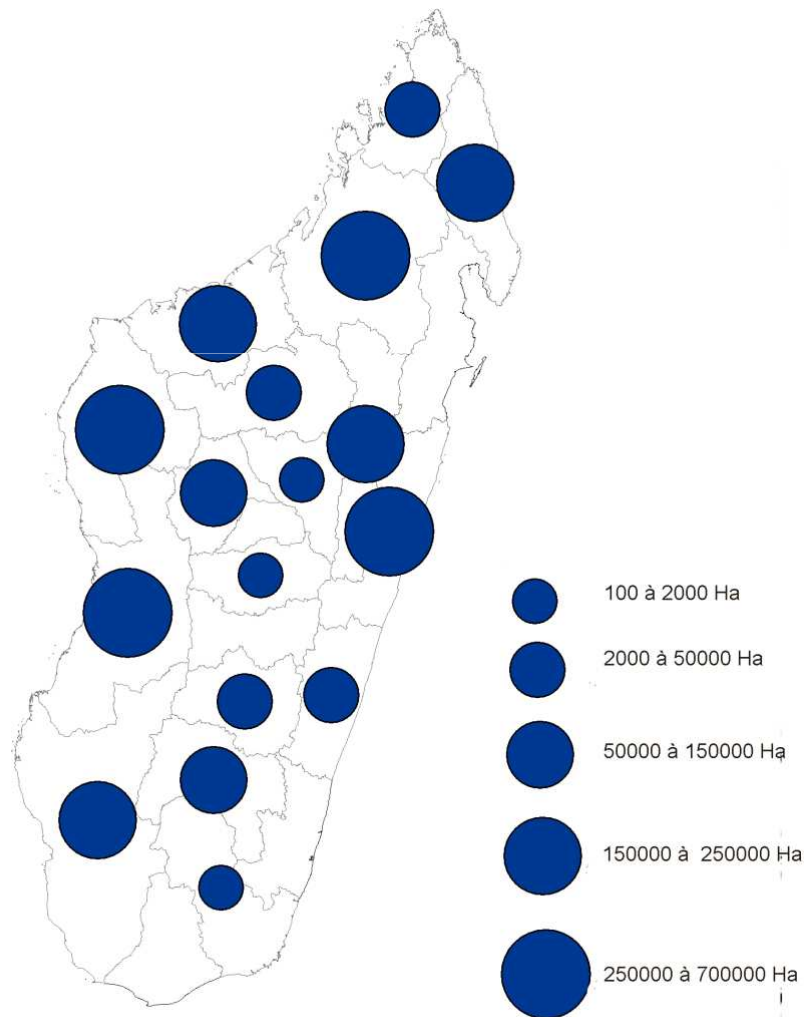
PLANTATIONS EN REGIE

L'affaire Daewoo.. L'arbre qui cachait la forêt

2005 - 2014, **82 projets** annoncés recensés
Superficies visées = **3,2 M ha**

En 2014, **moins de 10 entreprises** encore **actives**

Superficies cultivées **2 800 ha**



Investissements ou rêves à grande échelle

Beaucoup d'abandon – plus de 9 entreprises agricoles sur 10 – du fait de :

- Multiples crises : financière internationale & politique nationale (mais à relativiser car nombreux abandons présents aussi dans des pays stables);
- Manque d'expertise et de capital des entrepreneurs, de réalisme des business plan;
- Difficultés d'accès au foncier;
- Oppositions sociales ;

Les entreprises agricoles (> 200 ha) qui se maintiennent sont celles qui ont :

- un accès au foncier ancien et une expérience de long terme : cacao, café, tabac, canne à sucre, sisal (elles ne sont pas pour autant à l'abri de conflits fonciers);
- Pour les plus récentes : une maison mère avec capital important & une stratégie de diversification : cultures autres que jatropha ; arrêt de la production et orientation vers la collecte ;

Autres investissements fonciers à grande échelle sont effectifs mais concernent surtout les mines..



AGRICULTURE CONTRACTUELLE

Agriculture contractuelle à Madagascar

- Les éléments incitatifs pour les deux parties :
 - => Point de vue de AB : obtenir une culture intensive en travail, s'assurer de la quantité et de la qualité de la production, avoir peu d'acheteurs concurrents, éviter les conflits fonciers, (obtenir des mesures incitatives de l'Etat);
 - => Point de vue de AF : accéder à un préfinancement, vendre en une fois et de façon assurée la récolte ;
- Pas de politique nationale incitative affichée ;
- Appui des bailleurs +/- conséquent selon les entreprises ;
- Moins de 10 entreprises actives qui contractent chacune sur plus de 100 ha;
- Des rythmes de développement similaires ,voire plus rapides par rapport aux plantations en régie (moyenne de 150 à 300 ha/an) ;



LES EFFETS SUR LE FONCIER

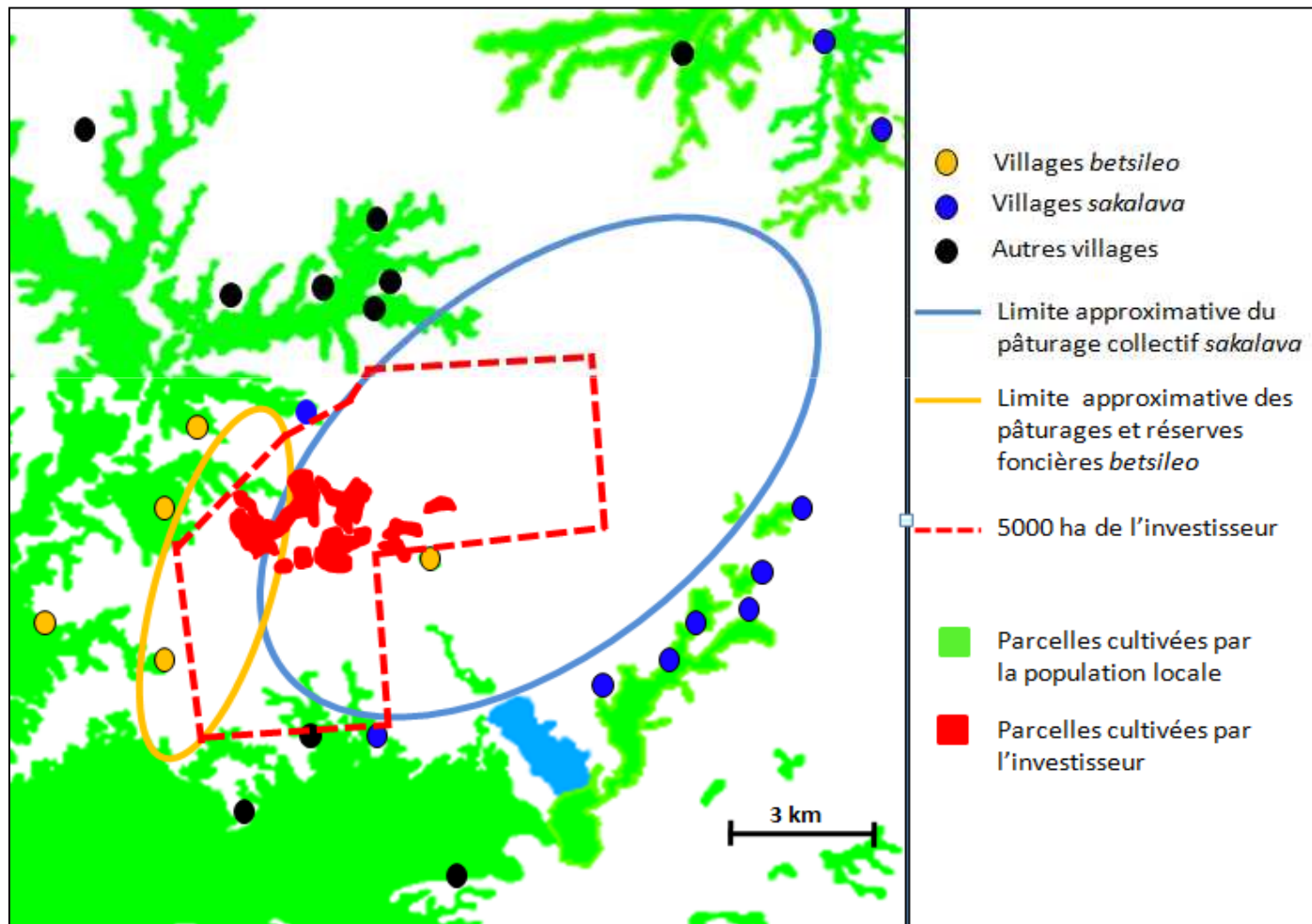
Agri. en régie : concurrence sur le foncier

Concurrence entre investisseurs : les terres plates, mécanisables et accessibles par route ou piste ne sont finalement pas si nombreuses ;

Concurrence et tensions entre investisseurs et locaux & entre locaux :

- Les droits locaux sur les terres agricoles ne sont pas systématiquement respectés malgré les lois de 2005;
- Les droits sur les pâturages le sont encore moins (absence de lois);
- Lorsque la terre est titrée au nom de l'Etat puis cédée en bail
 - ⇒ si l'investisseur abandonne, les paysans deviennent squatters au regard de la loi et risquent de voir arriver un nouvel investisseur ;
 - ⇒ si les plantations se développent
 - ... des conflits peuvent émerger entre investisseurs et locaux, mais également entre groupes locaux (représailles contre ceux qui ont accepté l'entreprise);
 - la perte de foncier pour les paysans est rarement compensée par l'accès à de nouvelles terres

Ex Entreprise Alpha



Agri. contractuelle : maintien des droits fonciers

Pas de concurrence entre AB et AF : les paysans demeurent propriétaires ;

- * Contrainte : Besoin de terrains spécifiques (ex : irrigables);

- * Souplesses :

- petites superficies allouées à la culture sous contrat => moindre concurrence avec vivrier car culture de contre- saison développée dans une logique de diversification ;

- Dispositifs inclusifs : propriétaires, locataires ou bénéficiaires de prêt (souvent des très petits producteurs) peuvent contractualiser ;

- * Risque : marchandisation accrue des transferts de terre;

- Parfois des concurrences entre AB à la recherche des mêmes types de producteurs ... à l'avantage des producteurs qui ont un choix plus large, mais pas pour autant un plus fort pouvoir de négociation ;



LES EFFETS SUR L'EMPLOI

Agri. en régie : création d'emploi mais limitée

- **Création d'un marché local du travail**
 - 0,3 à 1 « Equivalent Temps Plein Travailleur » par hectare, donc des chiffres relativement élevés ... mais des superficies qui dépassent rarement 300 ha;
 - Participation ponctuelle des ménages locaux :
 - priorité donnée aux travaux rizicoles sur l'exploitation;
 - opportunité pour les femmes dans certains cas;
 - Participation régulière pour les ménages plus pauvres : les migrants et ceux qui ont peu de terres (travailleurs ensuite priorisés du fait de leur disponibilité)
- **Effets indirects sur le système d'entraide : nécessité pour les paysans de rémunérer la main-d'œuvre et de s'aligner sur le prix du marché**

Agriculture contractuelle: renforcement des emplois existants

- Optimisation de la main-d'œuvre familiale (enfants y compris)
- Dans nos exemples, création de plus d'emploi à l'ha par rapport à la régie ;
- Pour certaines cultures, forte implication des femmes dans la réalisation des contrats et la gestion des revenus associés ;

	Agri contractuelle Entreprise Beta Culture B	Production en Régie Entreprise Gamma Culture C	Production en régie Entreprise Alpha Culture A
Superficie	1 400 ha (progression de 200 ha par an)	200 ha +/- (au bout de 3 ans suivi d'un blocage foncier)	250 ha (au bout de 5 ans)
Nb de paysans	3000		
Equivalents Temps Plein (ETP)	1762 (plutôt main-d'œuvre familiale)	162 (saisonniers)	50 à 120 (saisonniers)
Permanents	90	40	30
ETPT/ ha	1,3	1	0,3 à 0,6



LES EFFETS SUR LES REVENUS ET LA PAUVRETÉ

Plantation en régie : des effets contrastés

- **pour tous et d'autant plus pour les anciens grands producteurs /éleveurs** perte de revenus associée à la perte de terres agricoles/pâtures :
 - Compensée par certains par des stratégies d'adaptation : petit élevage, artisanat, et emploi.. préférentiellement hors de l'AB ;
 - Non compensée pour d'autres, ceux qui n'ont pas les dotations minimales pour rebondir;
- **pour les producteurs de taille moyenne** : diminution des revenus pour ceux qui avaient recours à l'entraide et qui doivent à présent couvrir les frais de main-d'œuvre (dans 1 ex. étudié entreprise alpha, perte de 5 à 15% du profit sur le riz pour cette catégorie de producteurs) ;
- **pour les plus pauvres** : augmentation des revenus pour ceux qui accèdent à l'emploi (dans 1 ex étudié AB alpha, +24% de revenus pour ces ménages par rapport à la situation sans entreprise);


Agri. contractuelle : toucher le pécule en une seule fois, plutôt que gagner plus en fractionné

- Dans 1 cas étudié, pour la culture sous contrat : une création modérée de richesse à l'hectare par rapport à d'autres productions et une faible rémunération du travail à la journée ...

Culture	H/J	VAB max/10 ares	VAB/HJ
Culture B sous contrat	100	150 000	1 500
Haricot	20	65 000	3 200
Chou	105	300 000	2 900

- Le profit n'est pas le seul critère, une logique d'adoption multifacteur =
- - toucher le pécule en une fois pour réinvestir dans la scolarisation ou le petit élevage ;
- - répartir le travail au sein de la famille & investir sa force de travail autrement que sur le marché de l'emploi local ;
- - diminuer les risques parasites ;
- - bénéficier d'un préfinancement des intrants et d'une vente assurée.

Effets en termes de pauvreté

- **Plantation en régie :**
⇒ « les gagnants » ou « les moins perdants » sont les plus pauvres .. Mais les revenus du travail salarié (saisonniers, ponctuels) ne leur permettent pas pour autant de sortir de la pauvreté ;
 - **Agriculture contractuelle :**
⇒ touche en premier les plus riches, et s'il y a diffusion et accès à la terre, inclut également les plus pauvres ;
-  Besoin de quantifier plus rigoureusement les variations de revenus et le nb de ménages touchés pour connaître ces effets

Effets sur les territoires

- **Territoires concernés :**
 - Régie : effets directs sur un territoire limité ;
 - Contractuel : vaste territoire, effets saupoudrés;
- **Infrastructures**.. limitées à celles nécessaires à l'entreprises et, encore, quand les coûts sont supportables ;
- **Pratiques agricoles / filières** : pas de diffusion des cultures hors contrat.. et de fait non souhaitée par les agrobusiness ;
- **Transfert technique** :
 - Régie : peu d'impact observé ;
 - contractuel : limité souvent aux pratiques de fertilisation ;
- **Structuration du monde agricole** :
 - Régie : des renforcement de collectifs mais ... de contestation de l'agrobusiness;
 - Contractuel : pas de structuration, les entreprises préfèrent souvent traiter avec les individus qu'avec les groupements ;

Conclusion 1

- **Les effets pour les ménages ruraux**
 - Les grandes plantations en régie récentes :
 - pas d'exemple récent sur le fait que les grandes plantations valorisent mieux la terre que les agricultures familiales;
 - génération de conflits fonciers et exclusion d'usagers et de propriétaires;
 - pour les revenus : des perdants et des gagnants ... mais pas vraiment de sortie de pauvreté ;
 - des créations d'emploi mais moindre in fine que l'agriculture contractuelle dans les exemples étudiés,
 - L'agriculture contractuelle :
 - Maintien et optimisation du patrimoine familial;
 - Gains de revenus limités.. Plutôt des avantages en termes de diversification de revenus et de trésorerie ..
 - Consolidation de la main d'oeuvre familiale plus que de nouveaux emplois générés ;

Conclusion 2

- Agrobusiness : finalement peu d'acteurs à grande échelle
 - Les grandes plantations récentes : des fortes difficultés à se mettre en place, notamment relatives au foncier;
 - L'agriculture contractuelle : des difficultés mais une poignée d'entreprises qui parviennent à se maintenir dans la durée ;
- Des agrobusiness mobilisés par l'Etat et les bailleurs comme acteurs du développement .. mais des privés qui ne peuvent pas se substituer aux IMF, aux services de conseils agricoles généralistes, au projet multipartenaires de développement des infrastructures et à l'Etat;
=> Sans originalité: besoin de renforcement du secteur d'appui à l'agriculture.
- Débattre sur les orientations politiques des modèles d'affaire à promouvoir
En prenant en compte :
 - le plus possible les expériences de terrain;
 - le fait que les terres en termes agronomique et économique favorables ne sont peut être pas si nombreuses;
 - l'investissement semble plus efficace quand il est tourné vers l'appui aux producteurs et vers l'aval que lorsqu'il est orienté vers la production en régie;

Conclusion 3

Quand bien même il y a une volonté de développer les plantations en régie, relativement au foncier, étape cruciale, il apparaît nécessaire de :

- Renforcer les consultations (surtout locales) et favoriser la transparence sur l'état d'avancement des démarches d'accès au foncier des investisseurs;
- Assurer le respect des lois de 2005, notamment via le renforcement de l'information et des compétences au niveau local au travers notamment des guichets fonciers ;
- Avancer sur la protection et le statut des espaces collectifs tels que les pâturages,
- Formaliser les pratiques de l'administration dans l'attribution de lots de petites parcelles et non de grandes superficies d'un seul tenant;
- Sélectionner les agrobusiness selon le réalisme des projets et selon des critères définis ;
- Favoriser les allocations progressives de terres.



Misaotra indrindra tompoko naharitra nihaino

Merci pour votre aimable attention

www.observatoire-foncier.mg